

L'ÉCO

de la semaine

01 Juin au 07 Juin 2024

SOMMAIRE

Transport maritime : Abu Dhabi Ports apporte son expertise	2
Haute saison touristique : Un avion en renfort pour madagascar airlines	2
Flambée de prix du maïs : Prévisions d'importation par les professionnels de l'élevage	3
Creative minds: les métiers du numérique mis à l'honneur	3
Douanes malgaches: L'e-TariffTool, un outil en ligne accessible au grand public	4
Madagascar – Corée du Sud : Deux accords sur les mines et l'agriculture à signer -- Rafaravavitafika	4
Technologies : Un institut d'intelligence artificielle en gestation	5
Gestion de crise maritime : Amélioration de la réactivité des parties prenantes	6
Chutes de tissus: des matières premières abordables pour les artisans	6
Marché des denrées: Un Malgache consomme 7 litres de lait par an.....	7
Pépinière industrielle: Soutien de l'Allemagne au projet Odof	7
Huiles essentielles : Augmentation des exportations vers le marché américain	8
Importation : Hausse du fret maritime en provenance d'Asie.....	8
Coopération : Un appui budgétaire de 132 millions de dollars de la BAD.....	9
Riziculture: renforcement des programmes de recherche.....	9
Hydrocarbures : Hausse prévisible de la consommation de produits pétroliers.....	10
Tourisme: Des vols particuliers pour le Grand Sud	11
Sommet de Séoul: La Corée veut renforcer le partenariat commercial avec Madagascar	11
Baies roses : la campagne 2024 est ouverte	12
Agribusiness: des opportunités à explorer à Mayotte.....	12
Orange Madagascar : Renforcement de son engagement social et environnemental	13
Énergie solaire : Des projets concoctés par le MEH avec International Solar Alliance	14
Développement: la région Sava se dote d'un PRD	14
Vols domestiques : les opérateurs roulent pour une véritable flotte.....	15
Accès à l'électricité : Nette amélioration dans les zones rurales du nord, du sud et de Boeny	15
Madagascar Oil : « Il faut un développeur expérimenté pour exploiter Tsimiroro », affirme Scott Reid	16
Telma – Maison du Numérique : 400 enfants initiés au monde du numérique.....	17
Vols domestiques : les opérateurs roulent pour une véritable flotte.....	18
Devises non déclarées: 108.200 euros saisis à l'aéroport international d'Ivato	19

Transport maritime : Abu Dhabi Ports apporte son expertise

ITAMARA RANDRIAMAMONJY - 01 JUIN 2024 – L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un mémorandum d'entente a été signé jeudi entre l'EDBM et Abu Dhabi Ports. La signature de cette nouvelle collaboration s'est tenue dans les locaux du ministère des Affaires étrangères à Anosy.

Une nouvelle étape dans le développement du transport maritime et de la logistique. Jeudi, au ministère des Affaires étrangères à Anosy, Abu Dhabi Ports Group et l'État, représenté par l'EDBM, ont signé un mémorandum d'entente. Une coopération avec cette entreprise, qui est un des leaders mondiaux dans le développement et la gestion des ports, des zones industrielles et des services multimodaux. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères a expliqué que cette coopération vise à explorer et développer des partenariats stratégiques entre la Grande Île et la société émiratie. En effet, ce partenariat marque le début d'une ère nouvelle dans la coopération et le développement de l'économie maritime dans la région. La Grande Île est située au carrefour des échanges maritimes de cette zone. Elle pourrait même, selon les experts, faire office de plaque tournante des échanges de cette région. Des atouts géographiques qui ne seront que renforcés par ce partenariat. AD Ports Group et l'EDBM, entité de promotion des investissements et de développement des affaires, se sont accordés sur quelques points. Les deux parties ont convenu d'« explorer plusieurs domaines de collaboration, incluant le développement des infrastructures portuaires, la numérisation des services logistiques, la formation et le développement des compétences, le développement économique et le transport maritime » comme l'indique le ministère des Affaires étrangères.

Un appui multisectoriel

La réussite de la signature de ce mémorandum d'entente est la résultante des missions qui ont été menées récemment. Parmi celles-ci, il y a eu le congrès annuel des investissements (AIM) qui s'est tenu aux Émirats arabes unis, début mai. Il s'agit de la plus grande plateforme d'investissements au monde. Ces rencontres ont été l'occasion de mettre en avant le potentiel de la Grande Île dans différents secteurs d'activité, mais aussi sa position géostratégique. C'est d'ailleurs dans ce sens que va la signature de ce mémorandum d'entente. Le pays bénéficiera de soutiens pour développer différentes branches de son économie maritime. À en croire les explications du département ministériel, « le développement économique autour des ports sera également une priorité, avec la création de villes économiques et de zones franches. De plus, le secteur de la pêche bénéficiera d'infrastructures pour une pêche durable et d'un renforcement des réglementations en vigueur » indique-t-on. La délégation d'AD Ports Group s'est d'ailleurs intéressée aux principaux moteurs de l'économie maritime et des transports lors de son séjour. C'est dans ce cadre qu'elle s'est par exemple rendue au port de Toamasina.

Haute saison touristique : Un avion en renfort pour madagascar airlines

ITAMARA RANDRIAMAMONJY - 01 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Temporaire. Madagascar Airlines indique avoir eu recours à la location d'un appareil pour assurer la desserte des différentes régions de la Grande île pendant la haute saison. Hier, dans un communiqué, la compagnie affirme que cet aéronef sera loué auprès de la compagnie sud-africaine CemAir. L'avion en question est un appareil de type DASH-8 Q400, d'une capacité de soixante-douze places, idéal pour les vols court-courrier. Selon la compagnie, cette disposition a été prise pour répondre à la demande croissante des voyageurs durant cette haute saison touristique. L'avion prendra du service dès ce week-end, si l'on en croit les informations fournies par la société.

Dans un communiqué, la société indique que cet avion « permettra de mieux desservir toutes les destinations du réseau de Madagascar Airlines, offrant ainsi aux voyageurs plus de choix et de flexibilité dans leurs plans de voyage ». Il sera néanmoins utilisé temporairement, en attendant un nouvel ATR 72-500, déjà en négociation

avec la compagnie irlandaise ACIA Aero Leasing. Il devrait entrer en service fin juin. Un autre est prévu également arriver en juillet, selon cette compagnie. Deux autres avions devraient quant à eux entrer en service entre mars et avril 2025. Aucun détail cependant sur le prix de la location de cet appareil pour les mois qui suivent.



Flambée de prix du maïs : Prévisions d'importation par les professionnels de l'élevage

NAVALONA R. - 01 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le prix du maïs ne cesse d'augmenter depuis le début du mois de mai dernier, et ce, à raison de 100 Ar/kg chaque semaine.

Cette céréale aux grains précieux s'acquiert actuellement entre 1 550 Ar et 1600 Ar le kilo contre 1 250 Ar et 1300 Ar le kilo, il y a trois semaines, soit une hausse de l'ordre de 300 Ar/kg. « Si aucune mesure n'est prise dès maintenant, le prix du maïs va suivre un rythme ascendant et pourrait atteindre 3 000 Ar le kilo d'ici aux mois d'octobre et novembre de cette année. L'année dernière à la même période, le prix de ce produit principal à la fabrication de l'alimentation animale a atteint un niveau historique à 2 700 Ar le kilo. En conséquence, bon nombre d'aviculteurs ont dû réduire de 50% le nombre de leur cheptel tandis que d'autres éleveurs étaient contraints de cesser leurs activités. Ce phénomène risque de se reproduire en raison de la flambée du prix du maïs qui est due principalement aux spéculations », ont dénoncé les membres de l'InterProfession Aviaire de Madagascar (IPA), une association regroupant les acteurs de la filière avicole, dont entre autres, les éleveurs, les provendiers et les industriels accouveurs.

Plus compétitif. En effet, le maïs est acheté à moindre prix auprès des producteurs et est ensuite revendu au prix exorbitant auprès des consommateurs. « Cette spéculation semble être difficilement contrôlable puisque la flambée de prix du maïs risque de se répéter après chaque campagne. Ainsi, à court terme, les professionnels de l'élevage n'auraient d'autres options que de procéder aux prévisions d'importations cette fois-ci, à l'instar de l'année dernière. En effet, le prix du maïs importé est plus compétitif avec des approvisionnements plus sécurisés. Ce qui permettra ainsi une meilleure projection dans l'utilisation de cette matière première essentielle à l'alimentation animale », soutiennent les professionnels, issus du secteur

avicole. Outre l'instabilité du prix du maïs sur le marché local, un gap de production est également enregistré, et ce, en dépit de nombreux efforts menés par l'Etat et les autres parties prenantes pour redynamiser la filière maïs dans le pays.



Conséquences désastreuses.

D'aucuns reconnaissent que la montée en flèche du prix du maïs engendre des conséquences désastreuses sur la filière avicole et l'élevage en général. En effet, « cela risque d'augmenter les prix du poulet et des œufs qui ne seront plus à la portée des consommateurs en raison de l'effritement de leur pouvoir d'achat. La hausse exorbitante de cette principale matière première destinée à l'alimentation animale, provoquera encore une cessation d'activité des autres petits éleveurs comme l'année dernière. Ce qui augmenterait le taux de chômage dans le pays », ont-ils évoqué.

Creative minds: les métiers du numérique mis à l'honneur

LUC ANDRINIAINA - 01 JUIN - LES NOUVELLES

Les métiers du digital sont encore méconnus et parfois méprisés à Madagascar. Dans cette optique, Creative minds a été mis en place pour « faire briller les acteurs du digital » selon les organisateurs. La première édition s'est déroulée, hier, au canal Olympia, réunissant plusieurs acteurs du digital à Madagascar.

Les entreprises et les startups qui se sont démarquées dans le domaine du numérique, ont reçu des récompenses, réparties en huit catégories (maestro du contenu, diva du digital, jeunes talents en lumière, spot publicitaire, marketing digital, étoile du web, avant-garde numérique

et favori du jury). « L'objectif est d'accorder une importance à la créativité et à la production » a indiqué les organisateurs.

A l'issue des débats sur les thèmes «l'éducation numérique auprès de la jeunesse» et «promouvoir le numérique responsable», force est de constater que le manque d'infrastructure et l'inégalité en termes géographiques sont les principaux freins à la promotion du numérique.

Résultat d'un an et demi de travail, « cette première édition est une réussite qui se traduit par un sold out des billets », a indiqué Kay Mickael, co-fondateur de l'évènement.

Douanes malgaches: L'e-TariffTool, un outil en ligne accessible au grand public

ARH - 01 JUIN - LES NOUVELLES

La Douane malgache lance la plateforme e-TariffTool, un outil en ligne accessible au grand public pour une consultation efficace et exhaustive des tarifs douaniers.

«Les tarifs douaniers comprennent plus de 6.250 lignes tarifaires », explique Lahinkana Zafvanona Ernest, directeur général des Douanes, faisant une démonstration de l'utilisation de cet outil hier dans les locaux des Douanes malgaches à Tsaralalàna Antananarivo.

« Ce n'est pas tout le monde qui peut faire des déclarations au niveau de la Douane. Ces lignes tarifaires, souvent annexées aux lois de finances, nécessitent des compétences spécifiques pour être interprétées, d'où le recours aux transitaires professionnels », a-t-il souligné.



Dans le cadre du programme Système harmonisé (SH) Afrique, la direction générale des Douanes a bénéficié du soutien de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD) pour la mise en œuvre de l'e-TariffTool. Afin de maîtriser

cet outil, des responsables de la Douane malgache ont suivi une formation de deux jours. L'OMD a mandaté le cabinet sud-africain Global Trade Solutions (GTS) pour développer cet outil destiné à la Douane malgache.

Un aperçu des taxes et droits de douane à payer

Helen Scrangeur, gestionnaire de contenu chez GTS, précise que « l'e-tarif permet d'obtenir instantanément un aperçu des taxes et droits de douane à payer pour l'importation ou l'exportation d'un article donné ».

La plateforme offre des informations complètes sur les codes tarifaires ainsi que sur les droits et taxes applicables à différents types de marchandises, facilitant ainsi les recherches en ligne. « Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique de l'Est ont déjà adopté l'e-tarif, et il est même opérationnel à l'île Maurice », ajoute-t-elle. Un domaine dédié, « etariff.douanes.gov.mg », sera créé sur le portail web de la Douane et le portail d'information commerciale. Les utilisateurs disposeront d'une version web du tarif douanier, d'un outil de recherche par code tarifaire ou par mot-clé, ainsi que d'un simulateur de droits et taxes. Toutes les documentations en versions anglaise et française relatives aux tarifs douaniers, aux types de droits et taxes à l'importation, aux tarifs préférentiels et aux règles de taxation alimenteront la base de données de la plateforme. « L'e-tarif devrait être opérationnel sur la plateforme d'information commerciale d'ici juillet », promet le directeur général des Douanes.

Madagascar – Corée du Sud : Deux accords sur les mines et l'agriculture à signer -- Rafaravavitaika

GARRY FABRICE RANAIVOSON - 03 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Rafaravavitaika Rasata, ministre malgache des Affaires étrangères avec Cho Tae Yul, ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

Madagascar et la Corée comptent renforcer leur partenariat bilatéral dans les secteurs des mines et de l'agriculture. Deux mémorandums d'entente seront signés à cet effet en marge du sommet de Séoul.

Une occasion pour renforcer la coopération avec la Corée. Ce sont les mots de Andry Rajoelina, président de la République, à son arrivée à l'aéroport de Séoul, capitale coréenne, hier. Dès sa sortie de l'avion, le chef de l'État a affirmé les objectifs de Madagascar dans sa participation au sommet Corée - Afrique qui démarre demain.

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre Madagascar et la Corée, deux secteurs seront sous les projecteurs durant ce déplacement présidentiel à Séoul. Il s'agit des mines et de l'agriculture. Deux mémorandums

d'entente seront signés à cet effet. Aussi, un protocole d'accord sur la coopération dans le cadre du partenariat sur les "minéraux critiques", sera l'un des deux actes à signer entre Madagascar et la Corée du Sud.

"Le renforcement du partenariat bilatéral global dans le domaine des minéraux critiques", est l'objectif de ce protocole d'accord. Ceci, au motif que "les minéraux critiques constituent l'avenir de l'économie verte et numérique". Il s'agit des ressources minières "essentielles" à la construction des infrastructures pour la transition énergétique et l'industrie numérique. Les panneaux solaires, les éoliennes, les batteries des véhicules électriques et des smartphones, les écrans tactiles et les fibres optiques

sont des exemples d'équipements faits à base de minéraux critiques.

Du fait des enjeux dans le domaine de l'économie verte et numérique, les minéraux critiques revêtent un caractère stratégique. Le cobalt, le nickel, le chrome sont, entre autres, classés dans cette catégorie. "Le développement technologique et l'élaboration de projets d'exploitation conjoints, le transfert de compétences, basé sur le principe d'avantages mutuels, d'égalité et de réciprocité", sont prévus dans le projet de l'acte à signer à Séoul.

Le second document qui sera signé entre Madagascar et la Corée, en marge du sommet de Séoul, est un mémorandum d'entente dans le domaine de l'agriculture. Selon les explications, "ce protocole d'accord vise à améliorer la productivité du riz à Madagascar en tirant parti de l'expertise coréenne". Dans les perspectives d'action qui découleront de cet acte figure "la mise en place de complexes de production rizicole en utilisant des technologies coréennes avancées".

Parmi les objectifs de ce mémorandum d'entente figure aussi la mise en œuvre de projets "pour améliorer les systèmes de production et d'approvisionnement en semences pour augmenter la productivité". Il sera aussi question de renforcer les capacités des professionnels agricoles malgaches à travers des formations et des échanges de connaissances.

Industrialisation

À son arrivée à Séoul, hier, le président de la République, accompagné de son épouse, Mialy Rajoelina, a été accueilli par Lee Moon-hee, vice-ministre des Affaires étrangères sud-coréen. Durant leur bref entretien dans l'un des salons d'honneur de l'aéroport international d'Incheon, le président de la République a mis l'accent sur l'importance de l'industrialisation dans la politique de développement de Madagascar. Il s'agit justement de l'un des trois piliers de la Politique générale de l'État.



"Le développement du secteur de l'industrie est un défi majeur pour Madagascar, puisque notre ambition est de produire localement tout ce dont les Malgaches ont besoin", souligne ainsi le locataire d'Iavoloha. Selon ses dires, l'industrialisation figure aussi parmi les domaines sur lesquels la Grande île souhaite avoir une coopération renforcée avec la Corée, tout comme dans le secteur des nouvelles technologies.

Le président de la République a également exprimé son intérêt particulier pour la technique d'approvisionnement en eau potable à Séoul. De plus, sur une liste proposée par les autorités coréennes, il a choisi de visiter une station d'épuration d'eau de Séoul. La ville étant un des exemples mondiaux dans le domaine de la gestion de l'eau. Un partage de compétences et de technologies en la matière est également envisageable.

Le planning présidentiel durant son séjour en terre coréenne est relativement serré. Sa semaine marathon démarrera par une rencontre avec la diaspora malgache sur place. Elles sont près d'une quarantaine, composées entre autres de religieux et d'étudiants en ingénierie.

Technologies : Un institut d'intelligence artificielle en gestation

ITAMARA RANDRIAMAMONJY - 03 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Grande île veut tirer profit de l'intelligence artificielle. La création d'un institut international d'intelligence artificielle appliquée pour l'océan Indien est étudiée.

La Grande île pourrait abriter un institut international d'intelligence artificielle appliquée pour l'océan Indien. Le ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) annonce avoir signé une convention dans ce sens en fin de semaine. Cette convention, réunissant les sociétés DATUM Consulting, le groupe ArkeUp, l'école supérieure des technologies industrielles avancées (ESTIA) et le MNDPT, vise d'abord à lancer l'étude de faisabilité visant à créer cet institut international d'IA appliquée. Cette nouvelle a été annoncée par le ministère samedi, en marge du Gitex Africa 2024. Ce salon, l'un des plus grands rendez-vous de la Tech et des Start-ups en Afrique, s'est déroulé au Maroc. D'après ce département ministériel, « cette convention permettra à Madagascar de se positionner sur le marché



très porteur de l'intelligence artificielle et démontre que le partenariat public-privé est bénéfique pour les pays émergents ». Une vision, confirmée par le ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, Tahina Razafindramalo.

À l'avant-garde

« Ce projet représente un tournant majeur pour Madagascar et l'ensemble de l'océan Indien. Cet institut s'aligne parfaitement avec notre vision stratégique d'une économie numérique robuste, positionnant la Grande île comme un acteur clé dans le domaine de l'IA au sein de

la sous-région », a-t-il annoncé lors de la signature de ce partenariat. Toujours selon ce membre du gouvernement, « cette initiative créera non seulement des opportunités accrues en matière d'éducation et d'emplois de qualité, mais stimulera également l'innovation et la croissance économique à Madagascar ».

Pour un pays comme Madagascar, qui cherche sa voie vers l'émergence, l'intelligence artificielle permettrait à tous les acteurs socio-économiques (travailleurs, institutions, entreprises et entrepreneurs) d'être à l'avant-garde de la transformation économique. Le monde évolue rapidement vers la digitalisation.

Gestion de crise maritime : Amélioration de la réactivité des parties prenantes

NAVALONA R. – 03 JUIN – MIDI MADAGASIKARA

La sécurité et la sûreté maritime constituent une condition sine qua none pour promouvoir l'économie bleue dans un pays insulaire comme Madagascar. Raison pour laquelle, l'Union Européenne par le biais du projet CRIMARIO qu'elle finance, s'est engagée à soutenir Madagascar en organisant un atelier de gestion de crise maritime en partenariat avec le CFIM (Centre de Fusion d'Informations Maritimes). L'objectif vise à instaurer une bonne gouvernance maritime dans le pays. Des représentants des 17 départements ministériels et agences nationales concourant directement ou non aux actions de l'Etat en mer, y ont participé activement durant cinq jours dans les locaux de CFIM à Ankaditoho Sonierana. « Ce qui a permis d'améliorer la réactivité des parties prenantes dans la prise de décision surtout dans des situations de crise maritime imprévue, et ce, grâce au développement de leur expertise. Ainsi, Madagascar dispose désormais des capacités techniques et des moyens humains compétents pour assurer la sécurité et la sûreté maritime dans l'espace maritime sous sa juridiction », a expliqué le Capitaine de Vaisseau Razafindraibe Franck, directeur général de CFIM lors de la clôture de cet atelier de gestion de crise maritime.

Coordination des actions. Pour sa part, l'un des instructeurs ayant dispensé cette formation en matière de gestion de crise a souligné que l'ensemble des participants ont contribué à la résolution de crise en se basant sur des échanges et des connaissances. « Des exercices de gestion de crise d'une durée de trois heures leur ont également été organisés. Ce qui leur a permis d'évaluer les risques auxquels on peut confronter et de gérer les crises en cas de situation imprévue », a-t-il rajouté. Il est à noter que de nombreuses crises peuvent survenir dans l'espace maritime. Les plus menaçants sont entre autres, la pollution marine en raison des déversements d'hydrocarbures, la migration clandestine, les trafics maritimes et la pêche INN (Illicite, Non-réglémentée et Non-déclarée) ainsi que les accidents en mer nécessitant des recherches avec une organisation de secours. Par ailleurs, le directeur général du CFIM a fait savoir que les crises maritimes peuvent avoir une envergure transnationale. « Ce qui nécessite une coordination des actions au niveau de toutes les parties prenantes issues de ces 17 départements ministériels et agences nationales », a-t-il conclu.

Chutes de tissus: des matières premières abordables pour les artisans

LUC ANDRINIAINA - 03 JUIN 2024 - MIDI MADAGASIKARA

Une initiative visant à regrouper et valoriser les chutes de tissus provenant des entreprises franches est en cours de développement. L'objectif principal est de rendre ces matières premières plus accessibles aux artisans en les regroupant au sein d'une centrale d'achat. Elle a été discutée lors d'une première réunion tenue au ministère du Tourisme et de l'Artisanat à Andavamamba, vendredi. Cette initiative de valorisation des chutes de tissus s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). En effet, ces chutes de tissus, autrefois vouées à la destruction ou au rejet, trouveront désormais une nouvelle vie entre les mains des artisans. Cette action

résulte d'une convention de partenariat signée entre le ministère et le groupement des entreprises franches de Madagascar (GEFP) lors de la conférence des bailleurs en mai. A titre d'information, le GEFP, présent à Madagascar depuis près de 26 ans, compte plus de 100 membres.

Le directeur général de l'artisanat a réitéré la détermination du ministère à accompagner les artisans malgaches sur la voie du succès. Cet engagement se traduit par une volonté de leur garantir un accès équitable et économique aux matières premières, tout en préservant l'environnement.

Marché des denrées: Un Malgache consomme 7 litres de lait par an

ARH - 03 JUIN 2024 – LES NOUVELLES

La consommation de lait par habitant à Madagascar reste faible avec moins de 7 litres par an, alors que la moyenne africaine s'élève à plus de 40 litres par personne. Pour promouvoir la consommation de lait et améliorer la filière laitière, la Grande île participe chaque année, le 1er juin, à la Journée mondiale du Lait aux côtés de 48 autres nations.

Cette année, les festivités se sont déroulées au Parvis Anakakely, sous la direction du ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Suzelin R. Ratohiarijaona. L'événement qui s'est poursuivi dans la journée d'hier à Mandrozeza a été organisé en collaboration avec le groupe Malagasy Dairy Board (MDB) dans le cadre du Projet d'amélioration et d'organisation de la filière lait (Profi-Lait), financé par l'Union Européenne et intégré au programme d'Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le centre de Madagascar (Afafi-Centre).



Le président du conseil d'administration du MDB, Solofoniaina Rakotondrambonina, a justifié la participation à cet événement pour l'amélioration de la qualité du lait, mettant en avant le bien-être des vaches et la qualité de leur progéniture. Le ministère de l'Agriculture s'engage à «améliorer continuellement les produits pour les

producteurs et les consommateurs malgaches», conformément au deuxième pilier de la Politique générale de l'Etat axé sur le développement industriel et la transformation économique, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire.

Les célébrations ont été marquées par des dégustations de lait, mettant en lumière les bienfaits de ce produit pour la santé et le bien-être. Des stands ont présenté divers produits laitiers dérivés, et des stations d'approvisionnement en lait, conformes aux normes de qualité, ont été mises en place. Des démonstrations de tests de qualité du lait ont également été réalisées par les techniciens locaux de MDB-Profi-Lait.

Profi-Lait

Le projet Profi-Lait, qui a déjà bénéficié aux régions d'Analamanga et d'Itasy, sera prochainement étendu à la région du Vakinankaratra, renforçant le secteur laitier dans cette partie du pays. «Le lait, alimentation pour tous», tel est le slogan qui résume la valeur de cette ressource pour la santé et le développement de Madagascar, comme le souligne Edward Rabeniary, chef du projet Profi-Lait.

Actuellement, cinq centres de collecte, situés à Imerintsiatosika, Anosizato, Tanjombato, Mandrozeza et Mahitsy, sont opérationnels grâce au soutien de Profi-Lait. Ces centres garantissent la mise sur le marché de lait de qualité, contribuant à la sécurité alimentaire. Cependant, malgré la disponibilité de produits dérivés comme le fromage et le yaourt, la production laitière de Madagascar demeure insuffisante. Selon Edward Rabeniary, la production annuelle de lait s'élève à environ 100 millions de litres, alors que le besoin annuel dépasse les 145 millions de litres.

La Journée mondiale du Lait rappelle l'importance de cet aliment pour la nutrition et le développement économique, incitant les acteurs locaux à redoubler d'efforts pour combler le déficit de production et améliorer la qualité du lait malgache.

Pépinière industrielle: Soutien de l'Allemagne au projet Odof

ITAMARA RANDRIAMAMONJY - 04 JUIN 2024 – L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Allemagne est prête à soutenir le projet «One District, One Factory». Son ambassadeur, Michael Hausler, a rencontré hier Edgard Razafindravahy, ministre en charge de l'Industrialisation.

La future collaboration en matière d'industrialisation entre l'Allemagne et Madagascar s'esquisse. Ce partenaire de longue date de la Grande Île envisage en effet de soutenir le développement industriel du pays, à travers les investissements bien sûr, mais aussi avec la recherche de partenaires pour le projet «One District, One Factory». C'est lors d'une discussion hier, au ministère de l'Industrialisation et du Commerce à Ambohidahy, que Michael Hausler, ambassadeur de ce pays, et Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation, ont discuté de cela.

De multiples collaborations dans l'industrialisation sont en perspective. Le membre du gouvernement a pu présenter le projet de pépinières industrielles du pays. «One District, One Factory» consiste à développer l'industrialisation à la base, avec l'installation de machines industrielles dans chaque district, voire chaque commune. Ainsi, le ministre de l'Industrialisation a pu convaincre le diplomate de l'intérêt de ce projet, pour un réel développement industriel, qui part de la base.



Collaboration

La coopération avec l'Allemagne portera par exemple sur la recherche de partenaires pour le projet Odof, dans le but d'accélérer le programme et d'implanter les usines Odof au sein des districts et des communes partout dans la Grande Île. Edgard Razafindravahy, pour sa part, a souligné que «la transformation des produits des paysans

et producteurs sur place est la garantie d'un développement de proximité». Le ministre de l'Industrialisation soutient d'ailleurs que «la collaboration avec nos agriculteurs constitue un levier vers le développement de l'entrepreneuriat à la base».

Michael Hausler, le diplomate, qui a terminé sa mission dans la Grande Île cette semaine, assure la continuité de la collaboration entre l'Allemagne et la Grande Île.

En effet, il a soutenu que son pays partage le même point de vue sur l'industrialisation avec l'île rouge. D'ailleurs, les grandes lignes de la rencontre d'hier à Ambohidahy permettent de dégager les perspectives d'une collaboration plus poussée et pérenne dans ce domaine. Ainsi, l'Allemagne travaillera avec le ministère de l'Industrialisation dans ce sens. Lors de son allocution, Michael Hausler a affirmé que l'ambassade d'Allemagne continuerait à travailler avec le ministère de l'Industrialisation, que ce soit dans la recherche de partenaires et/ou d'entreprises allemandes prêtes à investir dans le programme Odof.

L'ambassadeur a également évoqué la venue d'une délégation d'entreprises allemandes opérant dans les énergies renouvelables et les mines aux mois d'octobre et de novembre de cette année.

Huiles essentielles : Augmentation des exportations vers le marché américain

ITAMARA RANDRIAMAMONJY - 04 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les essences malgaches tracent leur voie. Les exportations d'huiles essentielles vers le Canada connaissent une hausse palpable. Celles-ci sont passées de deux à huit tonnes entre 2022 et 2023. Des données provenant de la direction générale des douanes. Un parfum de succès pour ces produits, réputés dans le monde pour leurs vertus olfactives et thérapeutiques. Cette percée témoigne d'ailleurs de la reconnaissance progressive de ces produits sur le marché international.

Durant la mission des acheteurs canadiens, l'univers des huiles essentielles a été présenté aux acheteurs étrangers. Cette filière est encore en plein essor dans le pays.

Mais des efforts sont déjà déployés par les autorités pour faciliter les échanges avec l'extérieur, notamment pour les opérateurs de ces filières d'avenir. L'endémicité des plantes locales, estimée à 80 %, et leurs vertus permettent au pays d'exploiter cette richesse, en termes de biodiversité, dans sa transformation économique. Leur origine même leur confère « un potentiel économique considérable » d'après l'Economic development board of Madagascar (EDBM). D'ailleurs, les chiffres disponibles indiquent que 95% des exportations d'huiles essentielles malgaches sont destinées au marché extérieur.

Importation : Hausse du fret maritime en provenance d'Asie

ITAMARA RANDRIAMAMONJY- 04 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Au ralenti. Depuis au moins deux semaines, les coûts du fret maritime en provenance de certains pays d'Asie ont grimpé de manière significative. Un sale coup pour le commerce mondial, qui dépend grandement du transport maritime (80%). La semaine passée, l'on avait annoncé que les prix du transit pour les conteneurs d'une certaine taille avaient augmenté de 60%. En se tenant aux explications du directeur général des douanes, les prix de transport pour un conteneur de 40 pieds (12 mètres) sont passés de vingt-quatre à trente-huit millions d'ariary (soit huit mille dollars). Selon lui, le transport de fret pourrait même atteindre les quarante-trois millions d'ariary pour le même type de conteneurs si tant est que la situation s'éternise.

La raison de cette hausse s'explique par les tensions en mer Rouge. Les bateaux préfèrent alors contourner cette zone. «L'instabilité en mer Rouge impacte directement les activités d'import-export. Face aux récentes attaques contre des navires marchands, la plupart des compagnies maritimes ont temporairement suspendu leur passage dans cette région», explique-t-on. Pour éviter ces attaques, les navires évitent donc de passer par le canal de Suez et empruntent la route du cap de Bonne-Espérance. Cela augmente évidemment le délai imparti au trafic, alourdissant les coûts liés aux transits de fret et engendrant des coûts supplémentaires pour les transitaires.

Actuellement, cette hausse des coûts de transport pour le fret maritime n'a pas encore une influence sur les prix et les opérations de certains transitaires. Des petits transitaires de marchandises en provenance de Chine et d'autres pays asiatiques affirment ne pas encore connaître les retombées directes de cette situation. Ils n'accusent ni de

retards, ni de coûts supplémentaires. «La fréquence d'arrivée des marchandises n'a pas encore changé. Elle est toujours de 45 à 60 jours. Personnellement, je ne constate aucun impact de cette situation pour le moment», explique un transitaire, spécialisé dans le transit maritime de marchandises en provenance de Chine.

Coopération : Un appui budgétaire de 132 millions de dollars de la BAD

R.EDMOND – 04 JUIN 2024 – MIDI MADAGASIKARA

Un début de semaine plutôt laborieux dans les relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds. La ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison a reçu hier une importante délégation de la Banque Africaine de Développement.

Bouffée d'oxygène

Conduite par Angélique Umubyeyi, chargée principale de la gouvernance, cette mission revêt une importance particulière dans la mesure où elle a pour principal objet, la négociation d'un nouvel appui budgétaire, d'un montant de 100 millions d'unité de compte, soit environ 132 millions de dollars de la BAD en faveur de Madagascar. Une bouffée d'oxygène de plus, en tout cas pour l'économie de la Grande Île qui continue de bénéficier de la confiance des bailleurs de fonds pour sortir de la spirale de la pauvreté et relancer l'économie.



Cet apport financier de la BAD témoigne, par ailleurs, des efforts réalisés par le gouvernement en matière de réformes. Des réformes qui vont d'ailleurs contribuer à la réussite des négociations avec les autres bailleurs de fonds. Comme celles, avec le FMI pour l'approbation des deux financements capitaux que sont la nouvelle Facilité

Élargie de Crédit (FEC) et la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Pour ces deux dossiers, la décision du Conseil d'administration du FMI est attendue dans les semaines qui viennent. « Nous avons déjà réalisé la plupart des actions conditionnant l'obtention de ces financements », a déclaré la ministre.

Vote

Cet appui budgétaire vient à point nommé quand on sait que le gouvernement a récemment bouclé la loi de finances rectificative. On apprend d'ailleurs que cette LFR dont le contenu a été déjà approuvé en conseil des ministres passera prochainement au vote du Parlement lors d'une probable reprise de la session de l'actuelle Assemblée nationale dont le mandat ne prendra fin qu'en début juillet. Une session de l'Assemblée nationale serait d'ailleurs prévue au plus tard la semaine prochaine. Il reste à savoir si les députés prendront la peine de prioriser ce vote de la LFR dont l'importance pour la vie socio-économique du pays n'est plus à démontrer. Dans tous les cas, cette LFR entrera en vigueur puisque, en cas de défaillance du Parlement, le président de la République pourra toujours l'adopter par voie d'ordonnance.

Notons qu'une délégation malgache conduite par la ministre de l'Economie et des Finances a participé à la 59^{ème} assemblée annuelle de la BAD. Outre la participation à des réunions essentiellement multilatérales, cette délégation a procédé à des rencontres bilatérales, notamment avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international pour un projet de financement de la réhabilitation de la RN5 et avec le Canada pour échanger sur les secteurs miniers et textiles.

Riziculture: renforcement des programmes de recherche

ARH. - 04 JUIN 2024 – LES NOUVELLES

Manakara a accueilli, du 31 mai au 1er juin, l'atelier inaugural du partenariat, le programme Defis – Africa Rice, visant à renforcer la recherche rizicole et les institutions nationales telles que le Centre de fabrication, de formation et d'application du machinisme et de la mécanisation

agricole (CFFAMMA) et le Service officiel de contrôle des semences et matériel végétal (SOC).

S'inscrivant dans le cadre du développement de la filière riz, Defis, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) et financé par le Fonds international de

développement agricole (Fida), l'atelier a mis en place des recherches-actions confiées aux institutions de recherche comme le Centre national de la recherche appliquée au développement rural, (Fofifa) et Africa Rice.



Une convention de collaboration pluriannuelle a été signée dans ce sens, avec pour objectif global d'améliorer la performance de la riziculture, garantissant ainsi la sécurité alimentaire et augmentant les revenus des riziculteurs.

L'un des axes majeurs de ce partenariat est la consolidation du système de production de semences locales. Cela facilitera l'accès aux variétés végétales et aux nouvelles technologies non disponibles actuellement dans le pays. La collaboration vise à promouvoir massivement la production et l'utilisation de semences de riz de qualité, adaptées aux conditions locales, à encourager l'adoption de pratiques innovantes, et à initier un système de transformation primaire du riz pour une meilleure qualité nutritionnelle.

Les interventions prévues couvrent plusieurs niveaux de la chaîne de valeur du riz : recherche, production de semences, productivité, mécanisation et transformation. Ces efforts se concentreront principalement sur les régions du centre et du sud-est, notamment Atsimo-Atsinanana, Vatovavy, Fitovinany et Amoron'i Mania.

Hydrocarbures : Hausse prévisible de la consommation de produits pétroliers

ITAMARA RANDRIAMAMONJY - 05 JUIN 2024 – L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Office Malgache des Hydrocarbures prévoit une consommation de produits pétroliers qui devrait repartir à la hausse cette année.

Reprise.

La consommation de produits pétroliers devrait repartir à la hausse pour cette année. Les prévisions de l'Office Malgache des Hydrocarbures sont optimistes et penchent en faveur d'une augmentation de la consommation pour cette année. Dans sa revue du secteur pétrolier, parue en mai, cet office annonce que la consommation de produits pétroliers devrait connaître une augmentation de l'ordre de 2,1% cette année. Des prévisions qui laissent entendre une certaine reprise de la consommation de produits tels que le gasoil ou encore le super carburant. Après presque deux ans de régression de la consommation.

«Pour l'année 2024, les prévisions annuelles des consommations nationales de produits pétroliers s'établissent à 1 229 526 m³ tous produits confondus, soit une croissance prévisionnelle de +2,1%», fait-on savoir. Cette consommation est en grande partie constituée des «produits blancs», dont le gasoil. Un hydrocarbure qui est, avec le super carburant, le fuel lourd et le pétrole lampant, un des produits qui sont les plus consommés sur le marché local.

Pour le moment, les prévisions tablent sur une consommation de plus de sept cent mille mètres cubes de gasoil, vers la fin 2024. Depuis le début de cette année, le pays aurait déjà consommé une quantité de produits pétroliers estimée à 266 705 mètres cubes.

Selon les données de l'OMH, le secteur pétrolier a mis du temps pour s'adapter à la hausse des prix à la pompe appliqués en 2022.

Régression

«Les consommations pétrolières ayant pris du temps pour s'adapter aux hausses des prix à la pompe appliquées en juillet 2022, ont poursuivi au 1er semestre 2023 leur régression entamée depuis le second semestre de 2022. Une baisse du marché de l'ordre de -11% en glissement annuel a encore été constatée au 1er semestre 2023», indique-t-on, avec les prix du supercarburant qui ont grimpé jusqu'à 5 900 ariary tandis que pour le gasoil, les prix sont passés à 4 900 ariary. L'année dernière, la consommation de produits pétroliers a connu une nette régression.



Tourisme: Des vols particuliers pour le Grand Sud

MIRANA IHARILIVA - 05 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les destinations touristiques du Grand Sud seront mises en avant dans le projet « Big South ». Les destinations touristiques des régions du Grand Sud seront développées dans le cadre du concept « Big South ». L'ouverture et la réouverture des vols régionaux sont à l'étude.

Des vols régionaux et des vols particuliers en perspective. C'est l'élément essentiel de la mise en avant du concept « Big South » ou « Grand Sud » expliqué par les équipes de l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) et de l'Office régional du tourisme de Toliara (ORTU). Ces équipes étaient en Eductour dans la région Atsimo-Andrefana et ont profité pour informer les autorités locales sur le projet « Big South ».

« Le concept « Big South » est une nouvelle stratégie de développement touristique. Il s'agit d'un projet visant à promouvoir le Grand Sud en incluant les magnifiques régions d'Isalo, Atsimo-Andrefana, Anôsy, Androy et Morondava qui vient de rejoindre récemment le concept », explique l'ORTU. Les circuits touristiques phares de ces régions seraient beaucoup plus mis en relation. Pour ce faire, le transport aérien se trouve être la meilleure alternative pour permettre le déplacement des touristes.

« L'utilisation d'avions spéciaux pour relier Tolagnaro, Ambovombe, Toliara, Isalo et Morondava est à l'étude pour développer le projet « Big South ». Des rencontres en haut lieu auront lieu incessamment pour discuter des tenants et aboutissants », livre le directeur régional du Tourisme Atsimo-Andrefana, Abdou Soamadou. Des vols régionaux reliant Toliara à l'Afrique du Sud, Toliara à Milan en Italie ainsi que la réouverture de la ligne La Réunion-Tolagnaro-Toliara seront également négociés.

Atouts

La région Atsimo-Andrefana se dit enthousiaste à l'idée d'appuyer l'ORTU dans toutes ses actions de développement du tourisme en cherchant notamment des solutions aux problèmes de vols domestiques. Les quatre vols hebdomadaires reliant Toliara à la capitale se retrouvent souvent perturbés, conduisant à des annulations de vols.

Par extension, il a été annoncé qu'un comité de développement du partenariat public-privé dans chaque zone touristique de l'Atsimo-Andrefana est mis en place afin de faciliter l'identification des problèmes rencontrés par les opérateurs et les communautés locales.



Toujours dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Big South », le parc national d'Isalo reste incontournable, de même que l'allée des baobabs et les atouts des régions Androy et Anôsy. Les touristes de Sainte-Luce, la baie de Lokaro, la réserve de Nahampoana, l'arboretum de Ranopiso, le parc national d'Andohaëla dans la région Anôsy auront la possibilité de passer par les plages de Tsirangoty à Ambovombe ou de constater de visu la fabrication de confiture de cactus dans la région Androy. Les visites pourront se poursuivre à Itampolo, Anakao et Salary baie dans la région Atsimo-Andrefana, l'allée des baobabs à Morondava pour finir dans la découverte des massifs de l'Isalo à Ranohira. À suivre.

Sommet de Séoul: La Corée veut renforcer le partenariat commercial avec Madagascar

GARRY FABRICE RANAIVOSON - 05 JUIN 2024 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le président Rajoelina et son homologue coréen ont respectivement été assistés par des membres de leur gouvernement durant la rencontre d'hier.

Un accord sur le "Trade and Investment Promotion". C'est ce que la Corée propose à Madagascar. Un acte qui vise à consolider le partenariat commercial entre les deux pays, mais aussi à renforcer la sécurité des investissements.

La proposition a été faite par Yoon Suk Yeol, président coréen, lors de la rencontre bilatérale avec Andry Rajoelina, président de la République, hier, en marge du sommet Corée - Afrique, à Séoul. Un consortium coréen

figure déjà parmi les principaux investisseurs privés à Madagascar, à travers ses parts dans le projet Ambatovy. Les échanges commerciaux entre les deux pays vont également bon train avec une balance commerciale bénéficiaire pour la Grande île.

Le Sommet de Séoul a pour principal objectif de renforcer ses liens politiques, diplomatiques, mais surtout économiques et commerciaux avec les pays africains. "(...) Le

partenariat avec l'Afrique, dont l'importance stratégique ne cesse de croître, ne représente pas un choix, mais une nécessité", affirme Cho Tae-Yul, ministre des Affaires étrangères coréennes, et président de la commission préparatoire du sommet, dans la note de présentation de l'événement.

Emploi

D'un point de vue bilatéral, un accord sur le "Trade and Investment Promotion" devrait contribuer à booster les relations économiques et commerciales entre la Corée et Madagascar. La proposition faite par Yoon Suk Yeol cadre aussi avec la posture coréenne durant ce Sommet de Séoul. À une certaine mesure, ce type d'accord peut aussi prévoir des dispositifs de libre-échange sur des produits et marchandises ciblés.

Outre les questions économiques, la Corée avance également dans ses arguments pour séduire ses partenaires africains, dont Madagascar, une hausse de son Aide

publique au développement (APD), destinée à l'Afrique, jusqu'à 10 millions de dollars d'ici l'horizon 2030. Durant la rencontre bilatérale d'hier, elle a aussi mis dans la balance le partage d'innovation dans la technologie et les techniques agricoles.

Pour sa part, Madagascar a réaffirmé sa volonté de renforcer la coopération multiforme avec la Corée. Il a aussi requis de bénéficier davantage de l'Aide publique au développement prévue pour le continent africain. La Grande île a, du reste, officialisé sa volonté d'être parmi les pays partenaires de la Corée dans le cadre du programme "Employment Procurement System" ou EPS.

Si l'accord se concrétise, "mille jeunes Malgaches par an, durant cinq ans", auront l'opportunité de travailler en Corée du Sud, notamment dans des secteurs tels que l'hôtellerie, l'agriculture, la pêche, la manufacture industrielle, ainsi que dans les domaines des bâtiments et des travaux publics. Une des conditions nécessaires sera, toutefois, d'apprendre préalablement la langue coréenne.

Baies roses : la campagne 2024 est ouverte

ARH. - 5 JUIN 2024 – LES NOUVELLES

La commune rurale de Mandiso, située dans le district de Taolagnaro (région Anôsy), a accueilli la cérémonie officielle de lancement de la campagne de collecte, de vente et d'exportation de baies roses pour l'année 2024.

Cette commune est reconnue comme un centre névralgique de la production de baies roses. Elle se classe à la deuxième position en matière de production et d'exportation de cette épice prisée, souvent appelée « faux poivre », sur le marché international. Mandiso exporte 90 % de sa production vers l'Union européenne, atteignant annuellement une production de 300 tonnes.



Le kilo prix de baies roses atteint plus de 200.000 ariary au niveau des exportateurs, ont indiqué les sociétés exportatrices en ligne.

Pour soutenir et développer cette filière stratégique, la région Anôsy, en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers, a multiplié les initiatives en faveur des producteurs locaux jusqu'aux sociétés exportatrices. En avril, le gouverneur de la région, Voahary Rakotovelomanantsoa, a organisé une rencontre avec les acteurs de la filière, notamment les coopératives productrices, pour recueillir leurs propositions et besoins.

Parmi les actions entreprises par le gouvernorat de la région figure la réhabilitation d'une piste en terre de 3 km reliant le chef-lieu de la commune au village de Volazato, où vivent près de 1.500 agriculteurs. Cette infrastructure facilite grandement le déplacement des personnes et des marchandises dans cette zone commerciale.

Ces efforts visent à renforcer la chaîne de valeur des baies roses et à assurer une croissance durable de cette filière, contribuant ainsi au développement économique de la région Anôsy et à l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs locaux.

Agribusiness: des opportunités à explorer à Mayotte

ITAMARA RANDRIAMAMONJY - 06 JUIN 2024 – L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Nourdine Hakim, fondateur de Green Fish, expliquant aux autorités locales ce qu'ils cherchent pour développer leur industrie agroalimentaire.

Une délégation mahoraise est actuellement dans le pays pour établir des partenariats dans le secteur agroalimentaire. Leur objectif, garantir un approvisionnement continu en produits agricoles.

Cannelle, café, piment et bien d'autres produits agricoles figurent parmi les besoins du département français de

Mayotte. Ces produits représentent autant de filières et de perspectives de coopération possibles entre Mayotte et la Grande Île. Une délégation d'entreprises et de responsables mahorais a fait le déplacement pour participer à un salon des acteurs économiques, dans le but de trouver de nouveaux partenariats stratégiques pour les produits agricoles malgaches. Ils envisagent de transformer ces produits afin de percer le marché international. En effet, avec une superficie de seulement 374 kilomètres carrés,

Mayotte ne dispose pas suffisamment d'espace pour développer une agriculture diversifiée. Son insularité et sa faible production locale entraînent une forte dépendance au commerce extérieur, notamment envers les produits malgaches.



C'est une aubaine pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire de la Grande île, car des niches d'exportation restent encore à explorer. « Environ 70% de ce que consomment les Mahorais viennent de Madagascar, ce qui montre à quel point notre production locale est insuffisante », déclare Nourdine Hakim, fondateur du groupe Green Fish, une marque de produits issus de l'agriculture et de la mer de la région de l'océan Indien.

Hier, devant les autorités du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, de la Pêche et de l'Économie bleue, et de l'Environnement, ces hommes d'affaires ont exposé leur vision : créer des partenariats régionaux pour les produits agroalimentaires et soutenir les petits producteurs. Pour eux, développer la coopération avec Madagascar est essentiel. Cela revêt une importance vitale pour Mayotte.

« L'industrie agroalimentaire de Mayotte a fortement besoin d'améliorer la coopération avec la Grande Île, et de faciliter les échanges, notamment en ce qui concerne les normes phytosanitaires », ajoute l'homme d'affaires.

Intérêts mutuels

« Si nous travaillons avec des producteurs malgaches qui ont des terres arables, ainsi qu'une gamme de produits qu'ils n'arrivent pas souvent à écouler, et que nous puissions acheter ces produits, je pense que ce sera un partenariat gagnant-gagnant. Le paysan pourra vendre ses produits et nous pourrions également vendre ces produits », estime pour sa part le responsable du service végétal à la chambre de l'agriculture de Mayotte. Une question néanmoins reste en suspens : celle de la logistique à déployer dans le cadre d'un approvisionnement constant. Néanmoins, différents produits malgaches sont déjà transformés par Mayotte, pour ne citer que le café, qui commence à se faire peu à peu sa place sur le marché extérieur, notamment en France.

Orange Madagascar : Renforcement de son engagement social et environnemental

ANTSIA R. - 06 JUIN 2024 – MIDI MADAGASIKARA

Orange Madagascar s'est engagée depuis plusieurs années à réduire son empreinte environnementale et à promouvoir le bien-être social. Aujourd'hui, elle franchit une nouvelle étape en mobilisant ses salariés dans des actions concrètes à travers le programme Engage for Change, à l'occasion de la Journée internationale de l'environnement. Plus de 200 collaborateurs auprès d'Orange Madagascar se sont portés volontaires pour sensibiliser plus de 1 000 enfants sur la lutte contre le réchauffement climatique. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du nouveau programme Orange Engage for Change, témoigne de l'engagement continu d'Orange Middle East and Africa (OMEA) et Orange Madagascar envers la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Lancée récemment, la plateforme Orange Engage for Change vise à impacter positivement la société et l'environnement tout en renforçant la cohésion des équipes. Cette initiative encourage chaque salarié à consacrer trois jours de travail par an à des projets à impact sociétal, démontrant ainsi un engagement collectif pour un impact durable.

Sensibilisation

Cette plateforme web offre un espace pour découvrir, partager et s'engager dans des projets sociétaux, non seulement pour les salariés du groupe Orange, mais aussi pour le grand public. En s'appuyant sur les programmes de la

Fondation Orange et du réseau des Orange Digital Centers, Engage for Change offre un cadre structuré et des opportunités variées pour soutenir et développer des actions bénévoles avec les salariés engagés. À Madagascar, les actions concrètes ne manquent pas. Des séances de sensibilisation sur la lutte contre le réchauffement climatique sont organisées dans plusieurs écoles publiques, impliquant 40 salariés bénévoles. Ces actions se poursuivront jusqu'au 14 juin 2024, touchant ainsi plusieurs régions de Madagascar et sensibilisant un grand nombre d'enfants. Frédéric Debord, DG Orange Madagascar a noté que ces actions visent un impact durable dans des domaines variés tels que l'éducation, la santé, l'inclusion numérique et l'environnement.



Énergie solaire : Des projets concoctés par le MEH avec International Solar Alliance

ANTSA R. – 06 JUIN 2024 - MIDI MADAGASIKARA

L'ISA est prête à accompagner Madagascar pour développer l'énergie solaire et résoudre les problèmes d'électricité, selon ses représentants lors de l'atelier au Novotel.

Madagascar s'engage dans le développement de l'énergie solaire avec le soutien de l'ISA (International Solar Alliance). Pour le ministère de tutelle, le solaire est une solution de premier plan pour répondre aux défis énergétiques du pays.

Avec un potentiel solaire considérable et un engagement fort des dirigeants du pays, l'avenir de l'énergie renouvelable semble prometteur dans cette nation insulaire de l'Océan Indien. C'est ce qu'ont affirmé les participants à l'atelier qui s'est tenu hier au Novotel Alarobia, organisé par le MEH (Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures) avec la participation de l'ISA et d'autres acteurs opérant dans le secteur de l'énergie.



En effet, Madagascar, dotée d'énormes potentialités en termes d'énergies renouvelables, se distingue particulièrement par son potentiel en énergie solaire. L'ensoleillement abondant tout au long de l'année offre une opportunité précieuse pour exploiter cette source d'énergie propre et durable. Dans le cadre de la Politique générale de l'État (PGE), le MEH place une forte emphase sur le développement des énergies renouvelables, en particulier de

l'énergie solaire. Lors de l'atelier d'hier, l'ISA a exprimé son soutien à Madagascar pour accélérer ce processus.

Projets concrets en vue

Les régions d'Alaotra Mangoro et d'Atsinanana sont les premières ciblées pour la mise en place d'infrastructures solaires. Une délégation de l'ISA se rendra sur le terrain pour identifier les sites propices et élaborer des projets en partenariat avec le gouvernement malgache. Ces projets ne se limitent pas à la production d'électricité solaire ; ils incluent également l'installation de pompes et de réfrigérateurs solaires, visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à faciliter la conservation des produits, surtout dans les zones rurales. La coopération avec l'ISA offre à Madagascar une opportunité précieuse de bénéficier de l'expertise internationale et des ressources nécessaires pour développer son secteur de l'énergie solaire. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Jean-Baptiste Olivier, souligne l'importance de cette collaboration pour répondre à la demande croissante d'électricité dans le pays.

Réunis pour le progrès

L'ISA, représentée par Barakat Ahmed et Sudhanshu Mishra, apporte son savoir-faire et son expérience dans la réalisation de projets solaires à Madagascar. De leur côté, les acteurs malgaches, y compris l'ADER, l'ORE, et le secteur privé, sont pleinement engagés dans cette initiative. Alors que Madagascar s'efforce de diversifier son mix énergétique et de réduire sa dépendance aux combustibles fossiles, le développement de l'énergie solaire émerge comme un pilier central de cette transition. Avec le soutien de partenaires internationaux tels que l'ISA, le pays est sur la voie d'un avenir énergétique plus propre, plus résilient et plus durable.

Développement: la région Sava se dote d'un PRD

ARH. - 06 JUIN 2024 – LES NOUVELLES

La région Sava a présenté son Plan Régional de Développement (PRD), élaboré avec l'appui technique et financier de l'Usaid et du Pnud dans le cadre du programme Rindra, destiné à renforcer la gouvernance à Madagascar. Le document a été officiellement remis au Gouverneur de la région hier à Sambava.

Le PRD de la Sava repose sur trois axes principaux. Le premier s'inscrit dans la Politique Générale de l'État : cet axe se concentre sur le développement du capital humain, l'industrialisation et la transformation économique, ainsi que la promotion de la bonne gouvernance. Il y a également la valorisation des ressources territoriales : la Sava prévoit de tirer parti de ses ressources spécifiques, comme la vanille, la faune et la flore, pour stimuler

le développement régional. Enfin, la région mise aussi sur le renforcement de la collaboration : cet axe vise à optimiser la mutualisation des ressources en collaborant avec diverses entités et partenaires techniques et financiers pour assurer la mise en œuvre efficace du plan.

Le programme Rindra soutient également vingt communes, trois districts, la Région et les Services Territoriaux Déconcentrés (STD) dans la mise en place de la politique de décentralisation du gouvernement malgache, facilitant ainsi une meilleure gouvernance locale.

Vols domestiques : les opérateurs roulent pour une véritable flotte

ARH. - 07 JUIN 2024 – LES NOUVELLES

«L'Alliance Solaire Internationale (ISA) a affirmé son engagement à soutenir Madagascar dans ses projets de promotion des énergies renouvelables», lors d'un atelier d'échange organisé hier au Novotel Antananarivo entre le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) et l'ISA. En tant que l'un des 121 pays membres de l'ISA, Madagascar bénéficie de cette collaboration, sachant que la Grande île dispose de vastes ressources en énergies renouvelables, avec le solaire en tête, grâce à un ensoleillement abondant tout au long de l'année.

Parmi les représentants de l'ISA présents, on cite notamment Barakat Ahmed, chef de programme pour la région Afrique et Sudhanshu Mishra, spécialiste du programme.

Ces derniers se rendront prochainement dans les régions Alaotra Mangoro et Atsinanana pour identifier les sites les plus prometteurs pour les projets d'électrification. Parmi les initiatives envisagées, l'installation de pompes à eau et de réfrigérateurs alimentés en énergie solaire ainsi que l'électrification des zones rurales.

«L'utilisation de l'énergie solaire est au cœur de notre stratégie pour répondre rapidement aux besoins en électricité de Madagascar. La collaboration avec l'ISA sera grandement bénéfique pour notre pays», a déclaré Jean-Baptiste Olivier, ministre malgache de l'Énergie et des Hydrocarbures.

Accès à l'électricité : Nette amélioration dans les zones rurales du nord, du sud et de Boeny

ANTSAR. – 07 JUIN 2024 – MIDI MADAGASIKARA

Certaines régions de Madagascar sont en plein essor dans le secteur des énergies renouvelables. La plupart des centrales solaires mises en place sont déjà opérationnelles, selon le MEH (Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures).

Le développement des énergies renouvelables à Madagascar connaît une avancée notable avec les projets de centrales solaires surtout à Toliara et dans la région Boeny. Selon le MEH, 90 % des travaux de mise en place des centrales solaires à Ankililoaka et Ambahikily, à Toliara sont aujourd'hui achevés. Une mission d'évaluation environnementale pour ces projets a été réalisée du 3 au 5 mai dernier dans les Communes Rurales d'Anakao et Ambahikily, ainsi que dans le fokontany Mangily. Cette mission a été menée par l'équipe de la Direction interrégionale de l'Énergie et des Hydrocarbures (DIEH) de Toliara, sous la direction de Milly Martial. Les représentants de la société Anka, chargée de la construction des infrastructures, étaient également présents sur le site d'Ankililoaka. Les centrales solaires d'Ankililoaka et d'Ambahikily disposeront respectivement d'une capacité de 579 kilowatts-crêtes (KWc) et 463 KWc. Avec l'avancement des travaux, les communes rurales bénéficieront bientôt d'un accès à l'électricité, comme annoncé par le MEH.

Raccordement en cours. Dans la région Boeny, des initiatives similaires sont en cours pour améliorer l'accès à l'électricité des communautés locales. Ces projets, réalisés dans le cadre de partenariats public-privé (3P), sont menés par la société Welight. Parmi les infrastructures réalisées figurent la centrale dans la Commune rurale d'Anjajia, disposant de 80 panneaux solaires et 22 batteries, pour une capacité de 44 KWc. Dans la Commune rurale de Tsaramandroso, la nouvelle centrale dispose de 40 panneaux solaires et 12 batteries, offrant une capacité de 22 KWc. Dans la Commune rurale de Manerinerina, 80 panneaux solaires sont installés avec 22 batteries, pour une capacité de 44 KWc. Dans la Commune rurale

d'Andranomamy, une centrale de 60 panneaux solaires offrant 33 KWc a également été construite. Ces centrales, ainsi que celles des communes rurales d'Ankijabe, d'Andranofasika et d'Antanambaondranolava, sont actuellement opérationnelles, selon la DIEH Mahajanga, qui supervise actuellement le raccordement des bénéficiaires à ces nouvelles sources d'électricité solaire.

Pépinières.

Par ailleurs, dans cette même optique de mettre en avant les énergies renouvelables, un atelier de sensibilisation sur l'Incubateur d'Énergie Durable (IED) a été organisé le 4 juin au Grand Hôtel Antsiranana. Cet atelier visait à promouvoir le développement des énergies renouvelables, soutenir les pépinières de projets et encourager les concepteurs à poursuivre leurs initiatives. Les techniciens de l'IED ont fourni des informations détaillées sur l'incubateur aux participants, qui comprenaient des étudiants universitaires, des représentants de PME et des citoyens. Selon les explications, l'objectif de l'IED est d'apporter un soutien technique et financier aux projets dans le secteur des énergies renouvelables. Cette structure collabore avec plusieurs départements ministériels et partenaires internationaux tels que l'ONUDI, le PNUD et l'UNCDF. À l'issue de l'atelier, les participants ont visité la nouvelle centrale solaire d'Ampasindava. Bref, ces avancées témoignent de l'engagement de Madagascar dans le développement durable et l'adoption des énergies renouvelables pour résoudre le problème énergétique. Les efforts concertés des autorités, des entreprises privées et des partenaires internationaux augurent d'un avenir prometteur pour l'électrification des zones rurales et la réduction de la dépendance aux énergies fossiles.

Madagascar Oil : « Il faut un développeur expérimenté pour exploiter Tsimiroro », affirme Scott Reid

PROPOS RECUEILLIS PAR R. EDMOND – 07 JUIN 2024 - MIDI MADAGASIKARA

Scott Reid, ancien administrateur général de Madagascar Oil, donne sa version des faits sur ses différends avec l'actionnaire principale de cette société qui devait exploiter l'huile lourde de Tsimiroro. Il est notamment convaincu du fait qu'il faut vraiment un développeur expérimenté pour exploiter Tsimiroro. Interview.

Vous contestez la résiliation de votre contrat. N'est-ce pas le droit strict des actionnaires ?

À proprement parler, j'ai été nommé par les actionnaires pour un mandat de 6 ans. Au bout de 3 ans, j'ai été écarté sans le savoir, lors d'une assemblée générale convoquée secrètement et dont l'administrateur général que j'étais, n'était même pas au courant. Je conteste la légalité de cette assemblée générale qui m'a évincé parce que les dispositions de la loi sur les sociétés et les statuts de Madagascar Oil ont été entièrement violées. Les administrateurs présents n'étaient pas dûment mandatés, les convocations n'ont pas été établies comme elles auraient dû l'être, elle était organisée en dehors du siège de la société comme l'exigent pourtant les statuts. D'ailleurs, le ressortissant canadien nommé administrateur général à cette occasion est arrivé sur le territoire avec un visa de touriste alors que la loi malgache est claire : pour occuper un tel poste, il faut être résident ou détenir un permis de travail. En définitive, il s'agissait d'une AG en catimini, prenant des décisions en toute illégalité. Ce n'est pas une coïncidence si le conseiller juridique de Benchmark Group et du liquidateur provisoire aux Bermudes, qui a aidé à organiser cette assemblée générale, s'est rétracté et refuse dorénavant de travailler pour l'entreprise. C'est un signal clair que quelque chose n'allait pas.



Qu'en est-il de cette plainte concernant le vol de vos effets personnels ?

Pourquoi garder mes effets personnels tout en sachant qu'ils comportent des outils propres à mon rôle de consul d'Australie ? N'est-ce pas étrange ? L'actionnaire Benchmark est si louche qu'il a pris le contrôle des bureaux de la société pendant la nuit avec l'aide de quelques

employés et d'une société de sécurité privée. Si tout est correct, pourquoi tant de dissimulations, de secrets et d'intrigues ?

Quelle est votre version des faits concernant le détournement de fonds qui vous est reproché ?

J'ai déposé une plainte et plusieurs recours, il fallait en faire de même, n'est-ce pas ? Quiconque connaît Al Njoo, le PDG de Benchmark, n'est pas du tout surpris. Le secret de l'instruction ne me permet pas d'en parler plus. Je me contenterais de souligner clairement que j'ai géré Madagascar Oil correctement et en bon père de famille comme le dit l'expression consacrée.

Le combat que vous menez ne s'apparente-t-il pas à un sabotage de la restructuration de l'entreprise ?

Loin de là. En fait, au cours des 3 dernières années, correspondant à mon mandat, la société a franchi bien plus d'étapes qu'au cours des 8 précédentes années. Le pétrole lourd de Tsimiroro est d'une importance nationale, c'est aussi un projet présidentiel et comme l'actionnaire actuel n'était pas financièrement viable et ni crédible auprès des banques, j'ai entrepris la recherche d'investisseurs sérieux dans le but de mettre sur la table des offres réalistes. Ces investisseurs souhaitent réellement développer le projet pétrolier de Tsimiroro et disposent de l'expérience technique, des ressources financières et de la crédibilité bancaire nécessaires. Cependant, ils sont réticents à travailler avec un acteur perçu comme un spéculateur dont le seul objectif serait de vendre le permis accordé par l'Etat au plus offrant. Tsimiroro n'a pas connu un seul investissement significatif depuis plus de 8 ans, alors que tous les permis nécessaires à la mise en production sont déjà entre les mains de Madagascar Oil. Les vrais investisseurs et banquiers s'en rendent vite compte, et personne ne financera un projet dans ces conditions, surtout avec une dette de plusieurs dizaines de millions de dollars, et donc Tsimiroro est resté indéfiniment inexploité. Vous conviendrez avec moi qu'il est peut-être temps de passer à autre chose.

Pourtant, l'actionnaire Benchmark Group semble avoir un projet clair.

Si, après plus de 10 ans, l'actionnaire n'a rien fait pour bouger les choses. Si les plans soumis à l'OMNIS et à l'Etat ne sont pas concrétisés, par quel miracle peut-on s'attendre à un sursaut aujourd'hui ? Il faut un développeur vraiment expérimenté pour exploiter Tsimiroro. Il s'agit d'une opération de grande envergure qui exige un solide savoir-faire technique, une réelle capacité de gestion et la crédibilité indispensable auprès des banques. Avoir été actionnaire minoritaire à 2 ou 3 % dans un projet

de pétrole lourd ici ou là il y a plus de 20 ans, sans avoir été impliqué dans la gestion opérationnelle, n'est pas suffisant pour développer le projet pétrole de Tsimiroro. D'ailleurs, en 2022, l'Etat malgache a formellement invité, à plusieurs reprises M. Al Njoo, PDG de Benchmark Group, à venir expliquer ses réelles intentions quant au développement de Tsimiroro. À chaque fois, l'intéressé a trouvé des prétextes fallacieux pour ne pas venir à Madagascar, parfois même pour des maladies imaginaires. N'est-ce pas quelque part louche ?

Que se passe-t-il réellement avec la société mère de Madagascar Oil à l'île Maurice ?

Il s'avère que le créancier de la holding qui est la propriétaire ultime de Madagascar Oil basée aux Bermudes, à l'origine de la restructuration financière que l'on prétend achevée, n'a toujours pas pu récupérer sa créance qui s'élève aujourd'hui à 61 millions de dollars avec les pénalités de retard. Bien que la procédure engagée aux Bermudes soit clôturée, Benchmark dissimule à ses interlocuteurs que cette société Madagascar Oil Ltd, enregistrée à Maurice et détenant plus de 99% de Madagascar Oil SA, est garante de la dette en question. Le créancier a donc introduit à Maurice, dès mi-mars, une requête pour liquidation de cette société et sa vente à un repreneur afin d'être remboursé. Cette demande est actuellement examinée par la Cour suprême de Maurice et une décision est attendue dans un avenir proche.

Vous dites donc que la restructuration financière de Madagascar Oil est loin d'être achevée ?

Hélas non ! En tout cas, tant que le créancier n'a pas été remboursé ou n'est pas parvenu à un accord clair, l'épée de Damoclès reste suspendue au-dessus de la tête de l'actionnaire et de la société. Il est évident qu'aucun plan de développement, quel qu'il soit, ne peut être mis en œuvre dans de telles conditions.

Quelle est votre réelle motivation dans ce dossier ?

Ayant vécu et travaillé à Madagascar depuis plus de 15 ans, j'ai observé avec enthousiasme le développement potentiel de projets de ressources naturelles, y compris le projet d'huile lourde de Tsimiroro. Les potentialités sont réelles ! L'une des raisons qui m'a motivé à rejoindre Madagascar Oil était de ne pas laisser cette grosse potentialité économique gaspillée par la défaillance d'un acteur en termes d'investissement et son opportunisme spéculatif. Grâce à l'expérience que j'ai acquise dans de nombreuses régions du monde, je pense pouvoir mettre cette expérience à profit et mener l'exploitation de Tsimiroro à bien. Je crois vraiment que Madagascar a un avenir brillant si nous pouvons faire passer certains projets du statut de potentialité à celui de réalité.

N'est-ce pas un peu candide, voire naïf ?

Est-il naïf de souhaiter contribuer à un avenir meilleur pour le pays, fusse-t-il son pays d'adoption ? Nous ne devrions pas nous contenter de parler indéfiniment des grandes potentialités de Madagascar, le moment est venu de concrétiser ces projets dans l'intérêt du pays. Tsimiroro peut-être l'un d'eux.

Telma – Maison du Numérique : 400 enfants initiés au monde du numérique

NAVALONA R. – 07 JUIN 2024 - MIDI MADAGASIKARA

Un nouveau programme intitulé « e-jery » est lancé par Telma Madagascar en partenariat avec la Maison du Numérique.

L'objectif consiste à initier les enfants issus des couches défavorisées au monde du numérique. « Nous allons commencer par les 25 élèves de l'EPP 67ha Sud en tant que phase pilote car cette école est notre partenaire de longue date et enseigne déjà le numérique. Mais le programme ambitionne de former 400 enfants provenant des autres écoles primaires publiques et des écoles Telma d'ici la fin de l'année 2024 », a déclaré Gaël Voca, directrice des Ressources Humaines de Telma Madagascar lors d'une conférence de presse hier au siège de la Maison du Numérique à Ambatonakanga. De son côté, la directrice de la Maison du Numérique, Noro Randrianarison a évoqué que cette entité fondée par Fenitra Ravelomanantsoa depuis le 06 novembre 2023, a pour objectif d'accompagner les enfants et les jeunes à s'intégrer dans le monde digital en vue d'améliorer le taux d'accès au numérique à Madagascar.

Réduire la fracture numérique. Ce programme « e-jery » consiste ainsi à offrir aux enfants les compétences

nécessaires pour s'épanouir dans un monde de plus en plus connecté, et ce, en mettant à leur disposition des outils numériques. « Ce qui permettra de leur offrir une nouvelle perspective d'avenir. Les élèves de l'EPP 67ha Sud ont ainsi droit à quatre séances de formation assurée par la Maison du Numérique, tous les mercredis après-midi. Nous assurons également leur transport aller-retour au départ de leur école. Cette action entre dans le cadre de la mise en œuvre de nos activités de RSE. Ensuite, le programme s'étendra dans d'autres écoles primaires tout en dupliquant le concept dans d'autres régions en collaboration avec des partenaires locaux. Notre objectif commun est de réduire la fracture numérique et de ne laisser personne de côté dans cette révolution numérique mondiale », a fait savoir Riantsoa Rabefitia, Responsable du programme d'inclusion digitale au sein de Telma Madagascar. Présenter la créativité. Une quarantaine d'étudiants bénévoles sont formés par l'ONG Baliaka Education pour encadrer ces élèves. « Les modules de formation

prodigués à ces enfants portent sur l'initiation au logiciel Word et l'utilisation de l'internet pour rechercher des documents ou regarder des vidéos ou des images sur google qui sont conformes aux matières étudiées à l'école. On peut citer, entre autres, le calcul mental, la science et l'histoire. Les bénéficiaires seront ensuite aptes à présenter leurs propres créations comme des affiches publicitaires

tout en étant autonome face à un ordinateur », a expliqué Rasolofomanana Haingo, la directrice de cette ONG. Par ailleurs, ces élèves sont informés du danger de l'utilisation de l'internet pour leur sécurité. « Tout cela contribue à l'amélioration de la qualité de notre enseignement », a témoigné Ramamonjisoa Hanitra, la directrice de l'EPP 67Ha Sud.

Vols domestiques : les opérateurs roulent pour une véritable flotte

TIANA RAMANOELINA - 07 JUIN 2024 – LES NOUVELLES

Les opérateurs du secteur du tourisme se réjouissent de l'arrivée d'un nouvel avion en location chez Tsaradia qui va renforcer la demande sur le réseau domestique.

“Nous nous réjouissons que l'appel que nous n'avons cessé de lancer depuis quatre ans, ait été entendu. Un nouvel avion est arrivé pour opérer ne serait-ce que pour trois ou quatre mois et renforcer la demande en termes de vols domestiques. Il faut une véritable flotte, comme cela a été le cas auparavant, en l'occurrence un avion de 250 places uniquement en domestique, mais aussi de 100 et de 50 places, ainsi que des plus petits”, s'exprime un opérateur dans le secteur touristique. “Pour le besoin du secteur privé dans sa globalité, on doit pouvoir assurer le fret et le tourisme d'affaires et traditionnel. Nous sommes sur un marché captif car nous sommes une île avec un enjeu monopolistique de la part de Madagascar Airlines à travers Tsaradia. Celle-ci a donc tout intérêt à avoir des avions. Cela représente des charges mais malgré tout, il y a des marges. Sans avion, tout le secteur privé s'écroule et le tourisme en premier. Ce qu'il faut, c'est être ambitieux sur le réseau domestique mais également sur le régional. Il existe une forte demande de La Réunion, de Mayotte, que ce soit sur le circuit Nord Ou Sud”, poursuit-il.



Et pour cause, malgré une reprise de l'arrivée des touristes internationaux observée depuis l'année dernière, les vols domestiques font défaut et des touristes se retrouvent parfois bloqués. Au niveau du réseau domestique, les touristes nationaux et internationaux font face à un prix de billet très élevé et parfois un service de moindre qualité qui se conjugue souvent avec des retards ou annulations. Malgré tout, la location de ce nouvel appareil a suscité le débat au sein de l'opinion. En effet, l'appareil est loué avec un équipage car aucun pilote de la compagnie

aérienne nationale n'est habilité à la piloter. En outre, le même modèle a déjà été expérimenté avec les vols internationaux et les responsables de la compagnie avaient alors jugé que cela n'était pas rentable, ce qui a amené à la suspension des vols internationaux de Madagascar Airlines.

Lacunes

Dans une missive qui a été diffusée aux opérateurs, en date du 21 mai dernier, le directeur général de Madagascar Airlines avait reconnu l'irrégularité des vols domestiques opérés par Tsaradia. « Ces dernières semaines, nos opérations ont de nouveau été affectées par des irrégularités et annulations de vols. Celles-ci ont considérablement gêné les déplacements de nos clients communs, générant de grandes frustrations, voire, chez certains, et y compris parmi vous, un sentiment de ras-le-bol. Ces incidents, qui se répètent depuis plusieurs mois, ont pu donner l'impression que la situation de la compagnie se dégradait », peut-on lire sur le premier paragraphe de cette lettre signée Thierry de Bailleul.

Le directeur général indique tout de même que la compagnie nationale est sur la voie du redressement. Au directeur général de soulever “un modèle économique de départ « bâti sur du sable”. “un régime de location ACMI (Aircraft, Crew, Maintenance, Insurance). Ce type de location implique la location d'avions, d'équipages, de services de maintenance et d'assurance auprès d'une compagnie tierce.” précise la lettre. “Chaque rotation maintenue coûtait 250.000 dollars, entraînant 40 millions de dollars de pertes opérationnelles et plus de 35 millions de dollars de dettes accumulées en seulement 18 mois, entre avril 2022 et octobre 2023”, indique-t-il.

Toujours dans cette missive, le directeur de Madagascar Airlines évoque l'arrivée d'un quatrième avion en fin juillet 2024 et un cinquième en mars-avril-mai 2025 et tout cela “sous réserve de la finalisation des accords”.

Devises non déclarées: 108.200 euros saisis à l'aéroport international d'Ivato

ARH. - 07 JUIN 2024 – LES NOUVELLES

« Exportation illicite de devises », sont les termes utilisés par le service des douanes pour qualifier cette infraction commise par un ressortissant malgache mardi à l'aéroport international d'Ivato.

Lors du contrôle, la brigade canine des douanes a détecté des billes de banques non déclarés d'un montant de 108.200 euros, largement au-dessus de la somme maximale d'argent liquide autorisée, dans une valise d'un ressortissant malgache qui s'apprêtait à embarquer sur un vol Ethiopian Airlines (ET 852), à destination de la Chine. Conformément à la Circulaire N°001/2021-MEF/ SG/ DGT/DGD du 13 juillet 2021 fixant les dispositions transitoires sur les allocations de devises aux voyageurs, « toute personne se rendant à l'étranger a le droit d'emporter des billets de banque en devises échangés auprès des bureaux des changes, ou des intermédiaires agréés jusqu'à concurrence de 10.000 euros ou son équivalent en d'autres devises ».

Le même circulaire précise que « les voyageurs peuvent emporter au départ sans obligation de présentation de justificatif d'allocation jusqu'à concurrence de 1.000 euros ou son équivalent en d'autres devises ».

Toutefois, lorsque le montant emporté au départ excède 1.000 euros, « le voyageur doit les déclarer aux Services des Douanes à leur sortie du territoire ». « Le montant à réexporter ne doit pas dépasser le seuil de 10.000 euros ou son équivalent en d'autres devises ».

Dans ce cas précis, la direction générale des Douanes a appliqué la loi en vigueur. « 1.000 euros ont été restitués au voyageur, tandis que les 107 200 euros restants ont été saisis et confisqués ». Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cette tentative d'exportation de devises.

Achat ou de vente de devises

Ces mesures s'inscrivent effectivement dans le cadre des recommandations du Conseil des ministres du 30 juillet 2021, qui ont conduit à l'adoption de la Circulaire

N° 001/2021-MEF/SG/ DGT/DGD. Celle-ci abroge la Circulaire n°755-2018 du 30 août 2018 et instaure de nouvelles dispositions transitoires sur les allocations de devises pour les voyageurs internationaux.



Les mesures en vigueur stipulent également que les devises doivent être achetées ou vendues exclusivement auprès d'intermédiaires agréés ou de bureaux de change. Cette démarche doit être accompagnée d'une attestation d'achat ou de vente, justifiant une transaction réelle, interdiction étant faite de délivrer des attestations sans contrepartie réelle. Les devises acquises doivent strictement être utilisées pour les dépenses liées au voyage et ne peuvent être employées pour régler des opérations d'importation de marchandises, soumises à d'autres réglementations. En cas d'annulation ou de report du voyage, les voyageurs sont tenus de revendre les devises auprès des intermédiaires agréés ou des bureaux de change. L'administration douanière, le Trésor public et les Services des renseignements financiers se réservent le droit d'effectuer des contrôles a posteriori sur l'utilisation des devises sorties du territoire.